

Hazaribag, cuir toxique

Elise Darblay et Eric de Lavarène

(LCP Public Sénat)
4 juin 2012

Perrine Tarneaud

... Ces tanneries font vivre plus d'un million de personnes, au mépris de toute réglementation environnementale, sanitaire et sociale. Le documentaire a été tourné dans des conditions difficiles. La première équipe de journalistes a été expulsée du pays, ses rushes ont été confisqués et détruits. La seconde équipe a travaillé dans une semi-clandestinité. Et au final, ce documentaire d'Elise Darblay et d'Eric de Lavarène vous fera voir d'un autre œil vos chaussures, vos sacs. Bref, vous ne consommerez sans doute plus de la même façon. Et après ce documentaire, nous nous retrouverons avec nos invités pour débattre des questions soulevées par le film.

* * *

Gonzales Quijano, secrétaire général de COTANCE Industrie européenne du Cuir : « Aujourd'hui, un consommateur européen n'a aucune possibilité de connaître l'origine du cuir qu'il achète. Une série d'Etats membres ont délocalisé leur industrie. Ils ne voient aucun intérêt que sur le chaussure ou sur le sac en cuir, il soit écrit que c'est au Bangladesh. »

Seyda Rizwana Hasan, avocate membre de BELA (Bangladesh Environmental Loyers Ass.) : « J'ai mes propres reproches à faire aux consommateurs européens. Les Européens sont ravis d'acheter des produits en cuir pas chers. Ils ne cherchent pas à savoir d'où vient ce cuir. Les Européens n'ont aucune conscience de la précarité sanitaire à laquelle nos ouvriers s'exposent, pour leur fournir un cuir bon marché. »

En vingt ans, le Bangladesh est devenu un passage obligé dans la production mondiale du cuir. Cette activité rapport plus de 350 M€ par an au pays. A Hazaribag, banlieue d'Acca, près de 300 tanneries s'entassent sur un terrain de 25 ha. Elles produisent les vêtements et accessoires en cuir qui inondent les grandes enseignes françaises et européennes. Dans ce bidonville où s'entrechoquent habitations et tanneries, plus de 14 millions de peaux sont traitées chaque année. Un cauchemar dont nous, les Occidentaux, sommes aussi les acteurs.

« Des peaux arrivent comme ça tous les jours, dans toutes les usines. »

Nous sommes dans l'une des tanneries d'Hazaribag. Une usine de taille moyenne, qui emploie une trentaine de personnes. C'est ici que le cycle de tannage du cuir commence. Chaque jour, c'est environ 1000 tonnes de peaux qui viennent directement des abattoirs de tout le pays, et s'entassent par paquets dans ce hangar. Des peaux de chèvres ou de vaches arrivent chargées de sel. Cela permet d'éviter leur trop rapide décomposition.

« Le matin, on prend les arrivages. Après, on met la chaux vive sur les peaux. On les rince, puis on les fait sécher. Ensuite, une fois qu'on a mis des produits chimiques, on les met dans des tambours,

on les lave et on leur remet des produits chimiques à trois reprises. Trois fois, on leur met des produits chimiques. »

Une grande partie des sacs, vestes et autres accessoires en cuir se fabrique dans des usines comme celle-ci. Les conditions de travail sont archaïques. Rien n'a changé depuis plus de trente ans, ni les machines, ni les méthodes. Tanner est un long processus. Pour dégager la vermine, ôter la graisse et les poils, on va charrier, transporter, manipuler, racler, et traiter ces tonnes de peau à l'aide de nombreux produits chimiques, avec pour seule protection une paire de gants.

« Je coupe les djilis, ce sont les petits bouts abîmés par les lavages. »

Sharmin fait partie des 40000 ouvriers qui travaillent à l'intérieur de ces tanneries, pendant plus de 12 heures sans interruption. Des petites mains embauchée au jour le jour, sans aucune formation ni aucun contrat. Les femmes sont peu nombreuses face à ce travail éreintant, qui finit par user les corps.

« Je mets un foulard pour protéger mes cheveux., sinon ils tomberaient à cause de l'eau de chaux. Quand la chaux me glisse sur les mains, ça me brûle et ronge la peau. »

Sharmin et les autres se résignent à de telles conditions de travail. Car aujourd'hui au Bangladesh, 40% de la population est sans emploi. Avoir une place dans l'une de ces tanneries, est une chance. « Le grand problème des tanneries, c'est l'odeur. On tombe malade, on a la peau qui noircit ; mais les gens comme nous, nous n'avons pas le choix, nous sommes obligé d'y aller. Je travaille beaucoup, je dois couper les petits bouts de peaux mais je dois aussi ouvrir les arrivages. Parfois les peaux sont bourrées et vermine et l'odeur est immonde. Ça me coupe l'appétit. Je me souviens du premier jour où je suis venue travailler à l'usine. L'odeur était tellement infecte, que j'ai vomis et que je me suis évanouie. J'avais le bruit des machines qui tambourinait dans ma tête ; c'était comme si ma tête allait éclater. J'ai été malade pendant une semaine. Mais maintenant, je suis habituée. »

Sharmin ne sait pas quel âge elle a, peut-être 20 ans. Elle travaille dans une tannerie depuis deux ans. Les bons mois, elle peut gagner 40 €. Raza sa petite fille a 3 ans.

« A l'usine, il n'y a rien. Aucune prise en charge. A l'usine, il n'y a pas d'amis, pas de sécurité. Je commence tous les jours à 8 heures, et aucune heure supplémentaire n'est payée. Je n'ai pas de congés, et si je suis absente une demi-journée, ils me comptent comme absente toute la journée. Si je suis malade, c'est pareil ; ils me comptent absente. Donc quand je suis malade, je suis obligée d'aller travailler. Sinon, je n'aurai plus d'argent à la fin du mois. »

Sharmin doit dépenser 10 € pour se loger, et ne dispose que d'une pièce exiguë pour abriter toute sa famille. Comme elle, la majorité des 500000 habitants du bidonville vivent de cette industrie du cuir.

« Je ne suis jamais augmentée. Je leur ai demandé une augmentation en janvier, mais ils n'ont rien fait. Ils m'ont dit : soit tu travailles avec ce salaire, soit tu t'en vas. Après avoir versé le loyer de ma maison, avoir donné de l'argent à mes parents, il ne me reste plus grand chose. Si mon salaire était plus élevé, je pourrais mettre un peu d'argent de côté. En ce moment, c'est impossible. Il me faudrait de l'argent pour élever ma fille, l'envoyer à l'école. Si je n'ai pas d'argent, comment je peux l'élever convenablement ? Ma vie s'est passée dans la douleur. Est-ce qu'il en sera de même pour mes enfants? »

Pour nourrir sa famille, Sharmin aimerait compter sur son mari. Mais ses revenus à lui aussi sont trop faibles.

« Ici, on n'a pas d'électricité, pas de gaz. Il est difficile de cuisiner. Je voudrais bien une vie plus confortable, plus propre. Je nettoie beaucoup mais cela se salit si vite ici. Et on a les mauvaises odeurs des tanneries. On a tous les problèmes ici. Mais on n'a pas les moyens d'aller ailleurs. Alors on reste dans cet environnement horrible. »

A Dacca dans cette mégapole surpeuplée de 12 millions d'habitants, l'accès à l'eau potable est un enjeu majeur. 30% de la population n'en bénéficie pas. Sharmin et son mari font partie des rares privilégiés à avoir accès à une pompe. Ils la partagent avec leurs voisins, mais cette eau n'est pas buvable, et elle est payante.

« Mon mari est rickshaw. Mais il travaille un jour sur deux. C'est pour cela que je dois travailler. Je travaille pour un salaire de misère, et on me crie dessus. Ce matin, je ne suis pas allée travailler, car je ne me sentais vraiment pas bien. Mais le patron n'était pas content, il m'a engueulée. En me disant que c'était fini, si je ne venais pas aujourd'hui. Mais comment est-ce que je peux travailler dans cet état ? Mes mains et mes pieds me font tellement mal. »

Les pieds et les mains des travailleurs du cuir sont rongés par les produits chimiques présents à toutes les étapes du tannage. Des produits extrêmement nocifs au toucher, mais aussi à l'inhalation. Les usines n'offrent aucun système d'aération. Tous les ouvriers des tanneries sont exposés au danger, mais ceux qui le sont le plus, sont les hommes qui manipulent directement les produits chimiques. Environ 300 produits sont nécessaires pour assouplir et teinter ces peaux. De l'ammonium, de l'acide, de l'éthylène, du benzothiazol, des chromates, du sulfure d'hydrogène. Inflammables, explosifs, corrosifs, leur utilisation nécessite une formation, que ces travailleurs ne reçoivent pas.

« On utilise tous les dérivés du calcium de potassium, on utilise de l'ammonium. Quand on rince les peaux, on utilise beaucoup d'acides aussi. Quand on met les peaux dans le tambours, ça peut être dangereux. Surtout pour les nouveaux, c'est dangereux, mais après ça va. »

Nous avons rencontré l'un des rares médecins travaillant à Hazaribag.

Docteur Ahmed Belal, dispensaire de Hazaribag : « Une majorité de ces ouvriers ne sait ni lire ni écrire ; ils n'ont aucune formation. Ils ne sont pas conscients des dangers. Ils pensent que rien ne peut leur arriver, que c'est un travail comme un autre. »

Pour fixer les couleurs sur les peaux, les travailleurs utilisent du mercure. Et ce sont des doses colossales qui sont employées pour le bleu ou le noir. Ces procédés de teintures sont interdits en France depuis vingt ans, car le mercure s'immisce dans le corps, et contamine rapidement tous les organes vitaux.

« Ces tanneries utilisent beaucoup de produits toxiques comme le chrome, le sodium, un grand nombre d'acides, des teintures, et tous ces gens travaillent sans aucune protection. »

En 2010, trois ouvriers ont trouvé la mort, et une dizaine d'autres ont été grièvement blessés, lors d'une explosion provoquée par une erreur de manipulation chimique. C'était chez Apex, l'une des deux usines présentées comme le modèle pour le pays.

« Oui, il y a des accidents. Il faut faire attention pendant tout le processus. Surtout quand on arrête et démarre tous les tambours, et quand on met les produits chimiques. On fait souvent tomber les sacs, et des produits nous tombent sur les pieds. »

Un ouvrier sur trois est victime d'un accident. Depuis 50 ans, le syndicat des tanneurs, qui représente 20000 hommes, essaye désespérément d'améliorer les conditions de travail.

« Le discours des propriétaires et leur comportement vis-à-vis de nous, montrent que leur unique préoccupation est de nous en donner le moins possible. Au sein de notre syndicat et depuis très longtemps, nous proposons des solutions pacifiques auxquelles ils ne prêtent aucune attention. Nous n'avons donc pas d'autre choix que de lancer un mouvement de révolte.

Vive le syndicat ! On fera la grève ! Unissez-vous ! Travailleurs de la terre entière, unissez-vous ! Travailleurs de la terre entière, battez-vous ! »

« Nous sommes presque tous malades. Les patrons n'ont jamais pris aucune mesure médicale. Ils en veulent pas mettre de médecin dans les usines qui pourrait soigner les ouvriers. C'est pourquoi ici,

chaque jour, des ouvriers meurent de maladies du cuir. »

Et quand les ouvriers descendent dans la rue pour réclamer une augmentation de salaire, c'est à balles réelles qu'ils sont reçus par les forces de l'ordre. En 2010, ils étaient plusieurs milliers à manifester. Trois ouvriers y ont laissé leur vie, 50 ont été hospitalisés, et une centaine d'autres arrêtés.

Abdul Kalam Asad, président du syndicat des tanneries : « Nous demandons une industrie du cuir qui soit sans danger pour la santé. Nous voulons que les patrons respectent les lois du travail et la sécurité sanitaire de notre pays. Mais les patrons ne respectent pas ces lois, pour faire plus de profits. »

Sharmin : « Ma fille a trois ans, mais elle ne marche pas correctement. Elle n'arrive pas à manger. Elle tombe souvent. A trois ans, elle ne parle toujours pas. Mais je n'ai pas les moyens de lui donner autre chose que du riz et des biscuits. »

Sharmin n'a aucune protection sociale. Pour elle, le seul moyen de bénéficier de soins, c'est de se rendre à l'unique dispensaire du bidonville qui propose des consultations gratuites.

90% des ouvriers développent une maladie directement liée aux tanneries, et rare sont ceux qui dépassent les 50 ans.

Docteur Asmanater, dispensaire de Hazaribag : « Les femmes qui travaillent dans les tanneries, sont souvent fragilisées. Elles souffrent d'infections vaginales. Elles ont des problèmes articulaires, de la fièvre, elles toussent. Souvent des problèmes respiratoires. Et les hommes sont eux aussi fragilisés et ont des problèmes de cœur et des gastrites. »

Sharmin est aussi inquiète pour sa fille qui grandit mal.

Docteur Ahmed Belal, dispensaire de Hazaribag : « Je travaille ici depuis vingt ans et voici ce que je constate ; c'est pathétique. Il y a tellement de bébés qui naissent ici avec des malformations congénitales, et le pourcentage est plus élevé que dans d'autres régions. »

A Hazaribag, personne n'est épargné. Le taux de mortalité y est 300 fois supérieur au reste du pays. Mais Sharmin et les siens n'ont pas d'autres choix que de supporter ces conditions de travail, et de vivre dans un environnement irrespirable.

Docteur Ahmed Belal, dispensaire de Hazaribag : « La première fois que vous arrivez dans ce quartier, vous ne pouvez pas supporter la puanteur qui règne ici, c'est insoutenable. Mais comme je travaille ici depuis longtemps, je me suis habitué à cette odeur. Je ne me soucie plus de la puanteur mais en ce qui concerne la pollution, la toxicité, je sais que je suis déjà empoisonné. »

Récemment et malgré son âge, la mère de Sharmin a dû se remettre à travailler dans cette usine à ciel ouvert, au cœur du bidonville.

« Ici il y a des odeurs et c'est sale, mais que voulez-vous qu'on fasse ? Si on avait du riz dans le ventre, on pourrait s'en préoccuper. A la campagne, c'est sûr on est en paix. Mais on ne peut pas y vivre. Il n'y a pas de travail, pas de quoi se nourrir. Et en hiver, c'est terrible. »

Chaque année 800000 personnes quittent leurs terres inondées ou infertiles, et viennent s'installer à Dhaka et ses environs. Ces exilés sont prêts à vivre ici, car les tanneries sont pour eux le dernier espoir.

Sharmin est l'une de ces réfugiées climatiques. Elle est originaire de Bhola, une île au sud du Bangladesh, engloutie par les eaux en 2005.

« Nous avons dû venir ici, car la rivière a débordé, et toute notre maison a été emportée par les flots. Mes parents n'ont plus de lieu où vivre, alors ils habitent chez nous, ici. »

Un autre habitant : « Moi aussi je viens de Bhola. J'ai construit sept fois ma maison, sept fois elle a été emportée. Je n'ai plus de terre où vivre, et je n'ai pas les moyens d'en racheter une. Il n'y avait plus de travail là-bas, alors je suis venu ici, à Dhaka. Je travaille à l'usine pour 5000 takas (45 euros)

par mois. C'est la seule solution pour que je puisse vivre. »

Dans l'entourage de Sharmin, certains enfants doivent travailler pour aider leurs parents à survivre.

Hazaribag est classé parmi les 30 sites les plus pollués de la planète. Les tanneries de cuir sont un véritable désastre écologique, elles ravagent tout. Chaque jour, 15000 m³ de rebuts et de boues toxiques sont recrachés des usines, et s'amoncellent au cœur des habitations, en bordure de fleuve. Avec l'arrivée de la mousson, ces rejets envahissent les habitations, et s'infiltrent dans le sol, pour contaminer les nappes phréatiques. Le Buriganga, qui traverse le bidonville d'Hazaribag, en paye le prix fort. Les tanneries sont de grosses consommatrices d'eau. Des millions de litres sont nécessaires, pour laver, traiter, et tanner les peaux.

« Cette eau va dans les égouts. Elle ne sert plus à rien, on la rejette. Elle ira polluer la rivière. Vous n'avez pas vu l'état de l'eau du Buriganga ! C'est cette eau qui y va. »

Toute cette eau, chargée de produits chimiques, se déverse directement dans le fleuve, sans aucun traitement.

Seyda Rizwana Hasan, avocate membre de BELA (Bangladesh Environmental Lovers Ass.) : « Cette rivière est la source vitale de Dhaka. C'est le seul cours d'eau qui passe le long de Dhaka. Et les habitants de Dhaka sont dépendants de cette rivière, car elle assure à la fois leur survie et leur bien-être. »

« On se lave ici parce qu'on n'a pas le choix. Nous n'avons pas l'eau courante, et il y a toujours 200 personnes qui attendent devant les robinets publics. Donc on doit se laver dans cette eau sale. »

Comme beaucoup d'autres, le propriétaire d'une petite tannerie spécialisée dans la coloration de peaux, semble peu concerné par les conséquences de son activité.

Mohammad Younouss, gérant d'une tannerie d'Hazaribag : « Ce système d'évacuation existe depuis longtemps. L'eau sale va forcément à la rivière, il n'y a pas d'autre lieu où cette eau puisse aller, c'est comme ça. D'elle-même, cette eau se dirigerait à la rivière. L'eau contenant des produits chimiques est forcément nocive. Mais si on se souciait de la toxicité, on ne travaillerait plus. Qui est prêt à faire ça ? »

Philippe Gain, président de la SEDH (Society for Environment and Human Dev.) : « Mais dans ce pays, les pollueurs, les propriétaires d'usines polluantes, ne payent jamais pour l'assainissement. »

Philippe Gain est Bangladais et scientifique. Il est le seul à s'être penché à la pollution liée aux tanneries à Hazaribag. C'était il y a dix ans.

« La situation a empiré. C'est l'endroit le plus pollué que j'ai jamais vu au Bangladesh, ni dans aucun autre pays. Environ 200 usines fonctionnent ici, et toutes ces usines rejettent leurs déchets liquides non traités. »

Seyda Rizwana Hasan, avocate membre de BELA (Bangladesh Environmental Lovers Ass.) : « 70% de la pollution déchargée dans cette rivière vient des tanneries. Ces usines déversent du chrome dans l'eau, et il est extrêmement difficile d'extraire le chrome des rivières. Si l'eau de nos rivières est contaminée par le chrome, si elle est contaminée à un tel point que l'on ne peut plus rien faire, cela signifie que la totalité de la population est exposée à une mort certaine. »

Les tanneries ont gangréné l'ensemble des canaux de la ville. Le Buriganga a longtemps été l'artère vitale de Dakha, fournissant l'eau potable et les poissons à sa population. Aujourd'hui, c'est le 3ème fleuve le plus pollué au monde. Plus aucun organisme n'y survit. L'odeur qu'il dégage rend même sa navigation difficile. Le Buriganga est déclaré mort.

Un pêcheur : « L'eau est pourrie, il ne peut pas y avoir de poisson avec ces tanneries. Nos aïeux étaient pêcheurs, ils vivaient de ce métier. Nous, cela fait sept mois que nous ne pêchons rien. Mais on continue, même s'il n'y a plus de poisson. On survit à peine. »

C'est seulement pendant la saison des pluies, avec l'arrivée d'eau fraîche, que les pêcheurs peuvent

espérer attraper des poissons vivants. Mais il faudrait des dizaines d'années et des millions d'euros pour tout dépolluer.

Une femme de pêcheur : « Depuis treize ans, je vis ici. Depuis treize ans, l'eau est sale. Mon mari était pêcheur, nous vivions grâce à ça. Mais aujourd'hui, le poisson pêché dans le Buriganga n'est plus comestible. Mon mari ne travaille plus. Si on nettoyait le fleuve, on vivrait bien. »

Un pêcheur : « Le gouvernement est responsable de l'état du Buriganga. Regardez ce qu'ils ont laissé faire ! La rivière coule au milieu de Dakha, comment est-ce concevable de laisser faire cela ? Le gouvernement ne fait rien ! »

Le bilan écologique et humain est accablant. L'Organisation Mondiale du Commerce a imposé aux tanneries une mise aux normes d'ici 2014. Mais le Bangladesh est pris dans un étau. A la fois développer l'industrie du cuir en pleine croissance, tout en répondant aux inquiétudes sanitaires et environnementales de sa population. Pour y faire face, le gouvernement a nommé Mr Chowdury. Il est chargé de remettre aux normes les usines, et de sanctionner les industriels pollueurs, soit 99% des tanneurs.

Mohammed Munir Chowdury, dir. exécutif du département Environnement : « Comment pourrais-je dire que mon travail est facile ? Il est très compliqué. Il est très ambitieux, extrêmement stressant et surtout très dangereux. Car à chaque perquisition, nous subissons beaucoup de pressions des propriétaires des usines, et des politiciens. »

Suite à une plainte pour pollution, Mr Chowdury et son équipe de scientifiques viennent effectuer des prélèvements : « Ils nous disent que chaque jour, la pollution augmente. Avant, ils pouvaient nager ici, mais maintenant l'eau est tellement empoisonnée qu'ils ne veulent même plus venir ici. »

Après avoir constaté un taux de pollution très élevé, il se rend chez le propriétaire de l'usine :

« Nous venons de découvrir ce canal illégal qui rejette toutes les eaux toxiques sans aucun traitement préalable. Il rejette cette eau noire et polluée qui ira ensuite se déverser dans les terres agricoles, contaminant tous les champs environnants. Les vaches mangent ces herbes polluées par cette eau contaminée, cette eau polluée qui ira aussi dans la rivière. Montons, cette poussière est très dangereuse ! Les émissions de poussière de cette usine nous contaminent. J'ai l'impression que votre eau a un problème. Le taux d'oxygène sera faible avec cette odeur. Cette eau n'est pas bonne, je l'avais senti à son odeur. Votre plan de traitement des produits chimiques n'a pas l'air de fonctionner. Vous avez investi de l'argent pour mettre ça en place, mais il ne marche pas, et c'est la preuve de votre échec. Le taux d'oxygène est très mauvais, je viens de le tester devant vous. C'est une très mauvaise eau, son odeur et sa couleur sont si fortes. L'odeur et la couleur disent que cette eau est dangereuse. Mon expérience vient de m'affirmer que cette eau n'est pas propre. »

Les prélèvements indiquent un taux de dilution de l'oxygène dans l'eau à 0,4. Il faudrait qu'il soit à 9 pour qu'un poisson puisse survivre. « C'est un avertissement pour que vous répariez vos erreurs. Je vais devoir vous sanctionner pour votre délit. Vous allez devoir fermer, si vous ne faites rien. Croyez-moi, je fais fermer de nombreuses usines. Vous pouvez vérifier ce que je dis ; c'est dans la presse. »

Une amende de 10000 € est dressée pour pollution de l'environnement. Mais tout ceci ressemble plus à des menaces, qu'à une réelle application de la loi. Selon *Transparency International*, le Bangladesh est l'un des 20 pays les plus corrompus au monde. A Hazaribag, les neuf plus grosses tanneries appartiennent à des membres du gouvernement. Mr Chowdury : « Ils essaient souvent, suite à notre sanction, de se faire aider par des hommes politiques, pour se débarrasser de cette amende, pour se faire dispenser de nos procédures judiciaires. Ils essaient d'obtenir le soutien d'hommes politiques, mais nous n'autorisons pas ces pratiques illégales et immorales.

Seyda Rizwana Hasan, avocate membre de BELA (Bangladesh Environmental Loyalers Ass.) : « Le gouvernement renonce. Il renonce d'ailleurs très facilement, parce que les propriétaires des

tanneries ont de l'argent. Parce que les propriétaires des tanneries ont une arme. Et cette arme, c'est leur argent, qui leur permet de retarder le processus d'application des lois. »

En 2003, la Cour Suprême a tiré la sonnette d'alarme. Elle a exigé que les tanneries soient déplacées à Hazaribag, et remises aux normes. Ce terrain à 50 km de Dhaka devait accueillir une centaine d'entre elles, et un centre de traitement des eaux usées. Neuf ans plus tard, rien n'a bougé. Activiste et environnementaliste, Dr Abdul Matin, secrétaire de l'association BAPA, milite pour relancer ce projet : « Comme vous pouvez le constater, pour le moment, cet endroit est encore un terrain vague. C'est une terre inondable en fait. Après avoir décidé de créer un nouveau quartier des tanneurs ici, vous pouvez voir que le gouvernement a équipé ce lieu avec talent [il est totalement désertique] ! Malgré tout, la population est enthousiaste ! Même si rien n'a encore été fait ici, tous les jours, des milliers de gens viennent ici, pour voir comment ce nouveau lieu se construit, bien que rien ne se construise ! »

Seyda Rizwana Hasan, avocate membre de BELA (Bangladesh Environmental Lovers Ass.) : « Malgré tous les engagements que le gouvernement a pris, malgré tout le soutien officiel du gouvernement, les propriétaires des tanneries n'ont pas bougé. Pas un seul propriétaire de tannerie n'a bougé, ni même montré l'intention de déménager d'ici à là-bas. La raison est que, s'ils décident d'investir dans une industrie qui respecte l'environnement, ils devront faire une croix sur une grosse partie de leurs bénéfices. Quand la Cour Suprême a ordonné aux tanneries de déménager immédiatement, sinon elles devaient fermer, le gouvernement est alors apparu aux côtés des tanneurs devant la Cour, et c'est le gouvernement qui a plaidé pour une extension du délai. Les propriétaires des tanneries et le gouvernement sont venus ensemble pour demander plus de temps à la Cour Suprême. Cela aurait dû être l'inverse ! »

Dr Abdul Matin, secrétaire de l'association BAPA : « Il y a une chose que nous ne comprenons pas. Comment ces groupes industriels peuvent avoir plus de pouvoir que le gouvernement ? »

Ce pays émergent, qui compte plus de 150 millions d'habitants, assure sa survie économique grâce à la filière cuir textile, qui représente 80% des exportations. Le marché du cuir explose. Les prix de production en Chine ayant doublé en cinq ans, la Bangladesh est devenue une aubaine pour tous les acheteurs occidentaux. Rien qu'en 2010, la production de cuir a augmenté de 40%. Et cette activité alimente toute une multitude de petits métiers. Sécher les peaux, les transporter, évacuer les déchets, brûler les résidus. Près d'un million de personnes vivraient du cuir et de ses dérivés.

Dans cette industrie, rien ne se perd. Les petites peaux serviront à fabriquer des porte-monnaies, ou des sacs. Et même les rejets de chair, de graisse et de cuir tanné, seront réutilisés. Ces rejets sont destinés à des usines à ciel ouvert.

« Tout est utilisé. Là, ce sont les déchets solides des tanneries, qui vont être utilisés pour différentes choses. Ce sont des déchets liquides et solides qui vont servir à fabriquer des savons. Mamadou Ibrahim qui travaille ici me dit que les fines lanières de cuir sont séchées puis broyées. Ce tas de sciure de cuir sera envoyé à l'usine de Chittagong, pour devenir des farines animales. C'est de la nourriture pour les poissons et les poulets. »

Ces farines animales sont faites à partir des chutes de cuir qui sont bouillies avec les carcasses et les tripes de bœuf. Ces farines sont destinées à nourrir les poulets, mais aussi les crevettes qui se retrouvent notamment dans les assiettes européennes.

« Donc, ça contient beaucoup d'immondes substances toxiques. Et donc, les gens qui mangent du poisson et du poulet nourris avec ces farines, auront à leur tour les résidus dans leur corps. Ce que vous avez sous les yeux ici, est invraisemblable. C'est inimaginable, où que ce soit. »

Ces 80 usines de farines animales fonctionnent à ciel ouvert. Elles sont implantées au milieu des habitations, et recrachent leurs fumées toxiques jour et nuit. Ce qui fait de Dakha la ville la plus

polluée au monde.

« Combien de temps pouvez-vous tenir avec cette fumée ? Regardez les radios des poumons des gens qui habitent et vivent ici. Leurs poumons apparaissent noirs aux rayons X. Cette fumée nocive pour les poumons s'étend à plusieurs kilomètres à la ronde. On peut sentir l'odeur de cette fumée, au nord, au sud, à l'est, à l'ouest, sur un rayon de 15 km. »

Les mains des enfants sont noires, rigidifiées. Ils gagnent 3000 takas par mois (27 euros), pour un travail de 12 heures par jour.

Avec un salaire deux fois moins important que celui des adultes, les enfants s'inscrivent eux aussi dans cette filière du cuir. Ces petites mains mal payées ne se rebellent pas, et participent à l'économie du Bangladesh. Selon le président de la Chambre du commerce franco-bangladaise, la force du pays, c'est sa main d'oeuvre.

Shah Syed Kamal : « Les raisons qui nous poussent à croire que le Bangladesh va rester compétitif, c'est que nous avons une grande quantité de main d'oeuvre jeune arrivant sur le marché. Chaque année, c'est environ deux millions de travailleurs qui arrivent sur le marché. Mais avec l'infrastructure d'aujourd'hui, nous ne pouvons employer qu'un million de personnes. Cette main d'oeuvre supplémentaire va générer des emplois camouflés. Là où vous avez besoin de deux travailleurs, en réalité cinq ouvriers sont employés. Ceci est un avantage pour le Bangladesh. »

Une partie de ces emplois non déclarés concerne ainsi directement les enfants qui exécutent des tâches d'adulte. Aucun chiffre ne permet de savoir combien ils sont à travailler dans l'industrie du cuir, mais ils sont partout. Personne ne semble les cacher. Pourtant le Bangladesh est signataire de la Convention internationale des droits de l'enfant.

80% des Bangladais vivent avec moins de 2 euros par jour. Parents, grands-parents, tous doivent travailler. Une mère n'a souvent pas d'autre choix que d'accepter un salaire supplémentaire. Envoyer son enfant à l'école est encore un luxe ici. A Hazaribag, le taux d'illettrisme dépasse les 50%.

« J'espère que ma fille sera quelqu'un de bien, qu'elle aura une éducation, qu'elle apprendra à lire et à écrire. J'espère que je pourrai lui offrir cela.

2 M€ ont été versés par l'Union Européenne pour aider certains tanneurs d'Hazaribag à produire un cuir plus propre ; mais cela reste insignifiant. La seule solution pour sauver la population et l'environnement du pays, serait d'établir les tanneries en dehors de Dakha. Mais ce déplacement coûte cher ; il augmenterait les coûts de production. Les acheteurs européens sont-ils prêts à l'accepter ?

« Ce qui est triste, c'est que, dans ce pays, nous avons besoin d'une industrialisation ; mais pas une industrialisation de ce type. Parce que cela nous affecte tous. C'est une bien triste histoire. »

Seyda Rizwana Hasan, avocate membre de BELA (Bangladesh Environmental Loyers Ass.) : C'est vrai, je reproche beaucoup de choses aux Européens, mais je sais aussi, qu'une fois que les Européens auront vu, que les consommateurs européens auront appris ce qui se passe ici, ils prendront position et cela aidera le Bangladesh à avancer. Je ne peux qu'espérer que les Européens commencent à se poser des questions. C'est alors que les choses changeront ici. Si les acheteurs prennent position, alors le commerce de nos tanneurs sera mis en difficulté. »

Sharmin : « Est-ce que tu penses que nous allons rester pauvres toute notre vie ? J'ai un souhait, c'est de gagner plus d'argent. » « Mais tu n'as pas besoin d'être riche ! », lui répond son mari.

* * * * *

DEBAT

Comment être un consommateur responsable ?

Perrine Tarneaud

Après avoir patagé dans ces eaux toxiques, empoisonnées, je suis sûre qu'on va regarder maintenant d'un autre œil nos sacs, nos chaussures, bref tous les objets autour de nous qui sont fabriqués en cuir. Et avec nous, pour aborder toutes les questions de la consommation éthique, de l'étiquetage des produits, mais aussi de la responsabilité des entreprises occidentales dans le textile, quatre invités :

- Elise Darblay, co-réalisatrice du documentaire. Vous allez nous expliquer dans quelques instants dans quelles conditions assez difficiles a été tourné ce film.
- Joël Labbé, sénateur (Morbihan) du groupe de Verts au sénat, et vice-président de la Commission des affaires économiques ;
- Bertrand Sauvé, président de la fédération française de la tannerie. Vous êtes également président d'une tannerie. On vous entendra sur les normes imposées aux tanneurs français par l'Union Européenne, et sur toutes les réglementations en matière environnementale qui sont très contraignantes ;
- Nayla Ajaltouni, coordinatrice du collectif Ethique sur l'étiquette. Expliquez-nous en deux mots de quoi il s'agit.

C'est un collectif de défense des droits humains au travail ; on travaille particulièrement sur le secteur textile.

Elise, autour de ce film, un documentaire qui a été tourné dans des conditions assez difficiles. Comment ça s'est passé ?

Elise Darblay

Cela fait un an et demi qu'on essaye de tourner ce film. Tout d'abord, une première équipe a été envoyée, avec malheureusement le réalisateur qui a été expulsé au bout de quatre jours, avec les rush confisqués par le gouvernement. Il était parti un peu comme ça, sachant que c'est très compliqué d'avoir un visa pour les tanneries. Il n'avait qu'une entrée sur le territoire ; et après son expulsion, on a dû repartir en enquête pour trouver un moyen de rentrer dans le pays.

Perrine Tarneaud

Nayla, c'est très difficile de tourner ce genre d'images au Bangladesh, dans ces tanneries.

Nayla Ajaltouni

Oui, c'est très difficile. Et c'est assez rare de voire de telles images, particulièrement éloquentes. D'autant plus pour les organisations de la société civile, que je représente ici.

Perrine Tarneaud

Et d'où est partie l'idée de faire ce film autour des tanneries de cuir au Bangladesh ?

Elise Darblay

On est parti du simple constat de la démocratisation du cuir, depuis quelques années. Il suffit de rentrer dans l'une des grandes enseignes françaises. Et on voit des chaussures, des sacs, et des vestes qui ne coûtent plus grand chose. Et tout le monde avait le souvenir d'une veste en cuir comme d'un très bel objet. Aujourd'hui, on peut en avoir des vertes, des bleues, des roses. Et à partir de là, on

s'est dit : mais comment est-ce que ça se fait, d'où ça vient, le cuir n'est-il plus un produit de luxe ? On a creusé, et on a découvert le Bangladesh. On a écrit un dossier, et la réalité était pire en fait que ce qu'on avait écrit et enquêté. Donc grâce à Eric de Lavarène qui arrivait du Pakistan, on a pu avoir un visa. On a donc dit que l'on parlait pour un sujet sur l'environnement. Et avec un visa sur l'environnement, nous avons pu faire une enquête sur place, en se faisant passer pour des acheteurs. On a dit qu'on voulait filmer les usines, comme si on allait ramener des produits du Bangladesh. C'est comme ça qu'on a eu accès à Sharmin, qu'on a découverte dans une tannerie, qui a explosé à l'image, et qu'on a suivie tout au long du projet.

Perrine Tarneaud

Bertrand Sauvé, ce n'est plus un produit de luxe aujourd'hui, le cuir ?

Bertrand Sauvé, pdt de la Fédération française de la tannerie Mégisserie

Si c'est un produit de luxe. Tout dépend d'où vient le cuir, où il a été produit. Dans la composition du cuir, vous avez la matière première. Elle est très variable. Entre une matière première issus de bovins, de caprins ou d'ovins, ce sont des productions locales, avec des bovins et des chèvres qui sont élevés et abattus là-bas. Donc les prix présentent déjà un différentiel important.

Ensuite, vient la part de produits chimiques. Avec les contraintes que nous avons en Europe, nous n'utilisons pas tout à fait les mêmes produits. On est soumis à REACH, donc à autorisation. Toutes ces contraintes rajoutées les unes aux autres, font que les produits, les coûts de fabrication, sont plus chers. On est soumis aussi à autorisation pour produire ; donc l'utilisation de l'eau est r glement e. Nous devons traiter nos eaux, avec des coûts très importants. Et puis la main d'oeuvre a aussi un coût important. Et donc on est sur des différentiels de coût de 20 à 30.

Joël Labbé

On est dans toute l'abomination du grand marché mondial, au coût le plus bas possible, où que ce soit quels que soient les conditions. On s'en rend compte là. Moi je salue le travail d'investigation de ces journalistes, qui osent, qui vont jusqu'au bout des choses, pour faire savoir – ceci est important - . Et le rôle aussi que jouent les associations, en tant que lanceurs d'alerte. Parce que c'est le moment ou jamais de prendre véritablement conscience, pour les consommateurs, des enjeux qu'il y a derrière les produits que l'on consomme.

Perrine Tarneaud

Justement, je vous propose de r couter l'appel lancé au début de votre film, par une avocate. Elle interpelle les consommateurs européens.

Seyda Rizwana Hasan, avocate membre de BELA (Bangladesh Environmental Loyers Ass.) : « J'ai mes propres reproches à faire aux consommateurs européens. Les Européens sont ravis d'acheter des produits en cuir pas chers. Ils ne cherchent pas à savoir d'où vient ce cuir. Les Européens n'ont aucune conscience de la précarité sanitaire à laquelle nos ouvriers s'exposent, pour leur fournir un cuir bon marché. »

Naella, aucun salaire minimum, pas de protection sanitaire ni sociale. Ce sont des conditions de travail que vous connaissez bien dans ces pays là. Vous n'avez pas du tout été surprise par ce que vous avez vu dans ce documentaire ?

Nayla Ajaltouni

En fait, j'ai été un peu surprise, parce que même si on a connaissance de la situation, non seulement dans les tanneries, mais dans le secteur du textile en général, c'est vrai que les images du reportage sont particulièrement éloquentes. On voit bien les conditions de travail extrêmement déplorables, et les conditions de vie extrêmement dénuées. L'absence de choix aussi, qui s'offre à ces travailleurs,

qui n'ont pas d'autre choix de survie que d'aller travailler dans de telles conditions. Et puis au-delà des conditions de travail, c'est aussi l'économie qui est faite sur les équipements de protection : aucune mesure n'est prise pour protéger ces travailleurs.

Perrine Tarneaud

Bertrand Sauvé, il y a beaucoup d'entreprises européennes qui achètent du cuir au Bangladesh ?

Bertrand Sauvé

Non. Vous parlez de tanneurs, qui finissent ? Parce qu'on a aussi la possibilité. De toute façon, les règles sont très précises pour les exportations de cuir du Bangladesh : il y a obligation que les cuirs soient finis. Donc on peut difficilement acheter des cuirs qui soient simplement tann s, ou pr tann s.

Un cuir fini, c'est un cuir qui est tanné, teinté, et sec. Alors il peut avoir des finitions sur la surface, plus ou moins selon les besoins que l'on souhaite. Mais ce sont des cuirs qui sont plutôt économiques, qui dans le temps, ont peu ou pas de durée de vie, puisqu'ils sont plus fragiles à la déchirure ; ils vieillissent plus rapidement. Il faut parler aussi de ces points là, qui font que pour un vêtement, un sac, ou une paire de chaussures réalisés dans ces cuirs là, il y a à la fois le composant, mais aussi les techniques de fabrication. Et ce sont des produits éphémères, puisque ceux qui consomment ça en ont pour une saison, une demi-saison. Cela fait des produits de consommation courante, et c'est dommage. Autrefois, un produit manufacturé en cuir,  a avait une valeur,  a restait dans le temps, et ça se transmettait aussi parfois.

Pour revenir à votre question sur qui achète ce genre de cuir, c'est aussi lié à des contraintes de coûts. Il y a certains fabricants en Europe, en Amérique, ou dans certains produits de production, mais à bas coût aussi ; puisque ceux qui achètent  a, sont ceux qui ont des coûts de production à bas coût.

Perrine Tarneaud

Ce sont aussi des produits qui sont gorgés de produits chimiques. Est-ce qu'il y a des réglementations, pour les acheter, pour les faire venir en Europe, en France ?

Nayla Ajaltouni

Il y a une législation dans les pays, c'est certain. Le Bangladesh est un pays moins disant socialement par rapport à d'autres pays de la région, que ce soient en termes de conditions de travail de salaire, etc. Je voudrais souligner que les travailleurs gagnent près de 4000 takas. C'est déjà un salaire très élevé, par rapport à d'autres travailleurs du secteur textile, qui gagnent parfois moitié moins. Cela montre bien le côté stratégique de ce secteur.

Perrine Tarneaud

Et le salaire minimum est de combien, au Bangladesh ?

Elise Darblay

Il est passé à 3600 takas. C'est pour ça qu'il y a eu des manifestations, justement : la hausse des salaires n'était pas appliquée.

Nayla Ajaltouni

Et dans le secteur textile, le salaire minimum est inférieur au salaire minimum d'autres secteurs – les salaires minimum sont sectoriels -. En raison du caractère stratégique du textile au Bangladesh, qui contribue à près de 80% des rentrées de devises du pays. Donc c'est aussi une volonté de l'Etat de maintenir un salaire bas particulièrement dans ce secteur.

Perrine Tarneaud

Mais quand vous dites qu'il y a des manifestations, c'est qu'il y a quand même une prise de conscience de la société, de la population ?

Elise Darblay

Ils sont à bout, ils n'en peuvent plus. Il y a une prise de conscience, mais il y a aussi le gouvernement qui riposte. Malheureusement, les manifestations ne se finissent jamais très bien. Ce qui se passe actuellement – comme ça s'est passé en Chine, et dans tous ces pays -, la population se révolte, mais le gouvernement ne lâche pas.

Perrine Tarneaud

J'imagine que les acheteurs européens qui viennent se fournir au Bangladesh, visitent quand même les usines, et constatent les conditions de travail, non ?

Elise Darblay

J'ai discuté avec quelques uns en off. Pour moi, c'est un faux débat. Beaucoup me disent : je suis allé au Bangladesh, j'ai vu une superbe usine. Mais elle était à Dacca, la capitale du Bangladesh ; alors que tout se passe à Hazaribag. Alors si tu as été à Dacca, c'est que tu n'as pas été à Hazaribag, dans le centre de production. C'est là où je ne comprends ; pas les acheteurs devraient être un minimum concernés par ce qu'ils achètent, et ne pas croire aux mirages que le Bangladesh ou ces pays là vendent...

[Coupure de l'enregistrement]